

[Texte]

There was a Dutch project in public housing that reduced crime in a public housing project by 50%, bringing it down to the mean for housing in that particular community.

There are two countries that have created major policies relating to crime prevention that go beyond individual projects. One, of course, is France, which has now developed over 700 city crime prevention councils, with money coming to initiate that primarily from their central government; also with guidelines coming from their central government, and those guidelines required partnerships between social services, schools, housing, training, police, and justice.

They also required the diagnosis of the crime problem, a review of local programs and then the setting up of innovative projects. The results of the French policies are that the French crime rate has not followed the crime rate of Britain. Significantly, the whole way through the 1980s, according to surveys independent of the police as well as surveys from the police, crime rates in England grew by 10%, 15%, 20%, or sometimes higher.

Across the channel in France, there were many similar conditions in cities, many similar conditions in terms of unemployment rates, but dramatically different trends in terms of crime levels. The cities that first initiated these crime prevention councils saw reductions within the first year of 10% or 15% of crime across the board—not just one specific crime as we saw in the earlier slides.

Another country that I've had the privilege of just coming back from, whose people were in the process of reviewing what they're doing in crime prevention, is Sweden. Sweden, I think, is of a lot of interest to us because it legislated a national crime prevention council as early as 1974, and although it spent most of the last 15 years on research it has now begun to put that research into practice. I think we're going to see in Sweden over the next 10 years some dramatic changes in crime levels if they do not get flooded out by the problems of their neighbours in the Baltic and the Russian Federation.

I want to mention that there is a major project to try to establish in Montreal a UN centre on crime prevention that would hopefully enable a lot of these successful projects from other countries to be adapted here. It would enable a lot of energy to be infused into the partnerships at city levels and at national levels that can make a difference to crime levels and that will be focusing not just on community-based crime prevention, municipal crime prevention, but also on community-based policing and issues relating to victims of violence.

[Traduction]

Aux Pays-Bas, grâce à un programme visant les logements publics, on a réduit le crime de moitié dans un tel quartier et ramené les chiffres à la moyenne du reste de la localité.

Dans deux pays, on a établi de grandes politiques de prévention du crime qui vont au-delà des projets ponctuels. Il y a bien sûr le cas de la France qui désormais a des conseils de prévention du crime dans 700 villes, les fonds de démarrage venant essentiellement du gouvernement central. Les lignes directrices viennent aussi du gouvernement central, mais leur application exige la concertation entre les services sociaux, les écoles, les services de logement, les services de formation, les forces de l'ordre et la justice.

Selon ces lignes directrices, il faut diagnostiquer le problème de criminalité, revoir les programmes locaux et ensuite mettre sur pied des projets innovateurs. En raison des politiques françaises, le taux de criminalité en France n'a pas suivi celui de l'Angleterre. Il est révélateur de constater qu'au cours des années quatre-vingt, selon des études indépendantes aussi bien que des études internes des services d'ordre, les taux de criminalité en Angleterre ont augmenté de 10 p. 100, 15 p. 100 et 20 p. 100, et parfois davantage.

De l'autre côté de la manche, en France, les conditions étaient comparables dans les villes, du point de vue des taux de chômage notamment, mais la tendance de la criminalité a été tout à fait différente. Les villes qui ont été les premières à mettre en place ces conseils de prévention du crime ont constaté des réductions de 10 ou 15 p. 100 dès la première année, pour toutes les catégories de crimes, pas seulement pour la sorte de crimes qui étaient illustrés dans les diapositives précédentes.

Je rentre d'un autre pays que j'ai eu le privilège de visiter, où l'on est en train d'examiner ce qui se fait du côté de la prévention du crime: il s'agit de la Suède. La Suède nous intéresse particulièrement parce qu'elle a adopté par voie législative, dès 1974, un conseil national de prévention du crime, et même si le conseil a consacré les 15 dernières années à faire de la recherche, il vient de commencer de mettre cette recherche en pratique. Je pense qu'au cours des 10 prochaines années, il y aura en Suède des changements spectaculaires sur le plan de la criminalité, si ce pays réussit à ne pas être inondé par les problèmes de ses voisins baltes et de la Fédération russe.

Je tiens à signaler qu'on caresse un projet d'envergure, c'est-à-dire l'établissement à Montréal d'un centre des Nations Unies pour la prévention du crime, qui, on l'espère, permettrait à bien des projets menés avec succès dans d'autres pays d'être adaptés ici. Grâce à ce centre, on pourra infuser bien des énergies dans les partenariats établis entre les autorités municipales et nationales et qui peuvent avoir une incidence sur la criminalité et orienter leurs actions non seulement vers la prévention du crime à l'échelle de la municipalité mais aussi vers la participation de la collectivité au maintien de l'ordre et vers le traitement des victimes de la violence.